

Aujourd'hui, on nous vole notre index

Nous sommes le 1^{er} juillet. Selon les calculs du Statec, le mois dernier le seuil de déclenchement d'une tranche indiciaire a été dépassé. Normalement, cela voudrait dire que tous les salaires et pensions augmentent de 2,5% à partir d'aujourd'hui.

Normalement.

Mais la Chambre des député.e.s a voté, le 15 juin, une loi décidant un «report» de l'index jusqu'en avril 2023. Cette loi est le résultat d'un «accord tripartite» conclu entre le gouvernement, le patronat et deux syndicats - mais sans la signature de l'OGBL, syndicat numéro 1 au Luxembourg, qui a refusé de marquer son accord à cette attaque contre le système d'indexation automatique.

Des «compensations» financières ont été décidées. Mais ces compensations, financées par l'argent du/de la contribuable et donc par les salarié.e.s et leurs familles, ne suffisent pas à faire face à la perte de pouvoir d'achat due à l'inflation massive. Par ailleurs, il ne s'agit pas d'une augmentation structurelle du salaire, ce que serait l'index.

Tout augmente, sauf nos salaires!

Partout, les prix explosent. Que ce soit pour les carburants ou pour la nourriture, nous dépensons tou.te.s plus d'argent tous les jours. Mais «grâce» à la manipulation de l'index, nos salaires n'augmentent pas.

Plus que jamais, nous avons besoin de l'index.

Tolérer cette attaque importante contre un acquis historique, c'est ouvrir la porte à toutes sortes de nouvelles attaques dans le futur. C'est accepter la mise en danger du système d'indexation automatique dans son entièreté.

Nous l'avons annoncé, nous le ferons:

Nous nous battons jusqu'au rétablissement complet de l'index!

Ensemble, nous sommes forts!